



de la libéralisation du commerce, notamment son accord de libre-échange avec le Canada, l'a aidé à traverser la crise asiatique de 1998. Étant donné les difficultés financières actuelles de la région, il est encore plus important d'entretenir la dynamique de la libéralisation du commerce.

On ne peut douter que les liens qui unissent le Canada aux Amériques jouent un rôle de plus en plus important pour l'atteinte et le maintien du développement économique et social, non seulement au Canada mais aussi dans l'hémisphère tout entier. Le gouvernement remercie donc le Comité d'avoir soigneusement entrepris d'étudier l'état des négociations portant sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), ainsi que les liens économiques bilatéraux de notre pays avec les Amériques.

## STRATÉGIE EN MATIÈRE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT POUR LES AMÉRIQUES

### Recommandation 1

« *Que, pour produire des avantages économiques pour le Canada, forger une politique étrangère bien canadienne, dynamiser le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et servir de position de repli en cas d'échec, le gouvernement du Canada cherche vigoureusement à conclure des accords bilatéraux de commerce et d'investissement avec des pays, ainsi qu'avec des groupes de pays, de l'Amérique latine et des Caraïbes.* »

2

Le gouvernement convient que la recherche d'accords commerciaux bilatéraux avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes peut apporter des avantages économiques, promouvoir les intérêts canadiens et dynamiser le projet de la ZLEA. Qui plus est, le libre-échange s'est révélé une stratégie efficace d'atténuation des effets négatifs de chocs extérieurs sur les économies latino-américaines. Le Mexique et le Chili, deux des pays qui comptent le plus de partenaires libre-échangistes, figurent aussi parmi les nations qui ont été le moins heurtées par la crise asiatique de 1998.

La région des Amériques est le marché le plus important pour le Canada, et le resserrement des liens économiques qui nous unissent à elle est pour le gouvernement une grande priorité de sa politique commerciale. Les négociations de la ZLEA, qui se sont engagées en avril 1998, pourraient créer la plus grande zone de libre-échange au monde avec 800 millions de personnes et un produit intérieur brut de près de 17 billions de dollars dans l'ensemble.

Les accords stratégiques bilatéraux en matière de commerce sont à la fois une position de repli et un complément à l'initiative que nous menons dans l'hémisphère. Grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), précédé de l'Accord de libre-

